

# HOLOCAUSTES, RELIGIONS ET POLITIQUES

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

12 mai 2024

En intitulant son livre *Holocaustes* (avec un S pluriel), Gilles KEPEL insiste sur la dimension religieuse du conflit actuel au Moyen-Orient (Plon 2024). Et par son sous-titre {il faut toujours bien lire les sous-titres, dit Catherine !}, il introduit une dimension politique : *Israël, Gaza et la guerre contre l'Occident*. Commençons par analyser la dimension religieuse.

« Holocauste », rappelle l'auteur, désigne un sacrifice religieux au cours duquel la victime est entièrement consumée par le feu. Dans l'usage moderne du mot, il veut dire « anéantissement ». Il est clair que le pogrom déclenché le 7 octobre 2023 par le Hamas s'inscrit dans une volonté de massacre du peuple juif avec le but ultime de le rejeter à la mer.

L'autre holocauste est plus difficile à décrypter mais l'anéantissement de Gaza est l'ambition affichée par deux ministres monstrueux du gouvernement israélien composé et dirigé par Benyamin NETANYAHOU. Bezahel SMOTRICH réside dans une maison édifiée illégalement en Cisjordanie et détient le portefeuille stratégique de ministre des Finances d'Israël et de l'Administration (coloniale) en Cisjordanie. Itamar BEN-GVIR, ministre de la Défense, était un jeune tellement raciste qu'il fut disqualifié pour servir dans l'armée. Tous deux souhaitent et même exigent que les deux millions de Palestiniens survivant à Gaza soient « évacués » pour que les colons juifs puissent s'y réinstaller. Rappelons que 21 implantations avaient été expulsées par Ariel SHARON en 2005 quand, Premier ministre d'alors, pourtant franchement à droite, il avait décidé de retirer les troupes israéliennes de Gaza. C'est en s'appuyant sur les déclarations folles de ces deux « suprémacistes » que l'Afrique du Sud a saisi la Cour internationale de justice en invoquant un génocide. Le gouvernement israélien s'en est difficilement sorti en plaidant que les propos des ministres n'engageaient pas la nation israélienne.

En face, nous trouvons un autre fanatique, Yahya SINWAR, inspiré par les Frères musulmans et épaulé par un Iran théocratique. Cet homme de 61 ans a passé 22 ans dans les prisons israéliennes, où il a étudié l'arabe classique et l'hébreu. Il a été libéré dans le cadre de l'échange opéré en 2011 entre 1027 prisonniers palestiniens et le caporal franco-israélien Gilad SHALIT. Le Hamas (qui veut dire *zèle* en arabe) contrôle l'enclave de Gaza depuis qu'il a remporté les élections municipales de 2005 et les élections législatives en 2006. Sinwar, qui n'a jamais quitté Gaza, dirige ce territoire exigu où s'entassent deux millions de personnes.

Entre ces fanatiques palestiniens et israéliens qui sont engagés dans une guerre de religion excluant tout compromis, se trouvent deux peuples qui aspirent à la paix et un personnage étrange, Benyamin Netanyahu. Kepel ne le décrit pas comme un idéologue confit en dévotion mais comme un homme politique cynique

dont la seule ambition est d'être Premier ministre le plus longtemps possible. Il dirige actuellement un gouvernement de coalition {le Parlement israélien est élu à la stricte proportionnelle}, dont les deux partis sionistes religieux, dirigés par les deux « affreux » cités plus haut, sont une composante indispensable. Leur soutien est conditionné à l'extension de la colonisation juive en Cisjordanie et à sa relance à Gaza.

Netanyahou a fait trois erreurs qui lui seront fatales dès que la guerre s'arrêtera, d'où son extrême mauvaise volonté pour y mettre un terme. La première erreur est d'être impliqué dans des affaires de corruption suffisamment graves pour qu'il ait voulu changer la loi et brider la Cour suprême. Les énormes manifestations de protestation, bien avant le 7 octobre, ont affaibli le consensus national, au point que des réservistes de l'armée de l'air avaient déclaré ne plus être volontaires pour servir ce gouvernement.

Sur la deuxième erreur, Gilles Kepel tourne un projecteur aigu. Les gouvernements Netanyahou (on en est au cinquième) ont entretenu une collusion de fait avec le Hamas pour saper l'influence de l'Autorité Palestinienne, déjà anéantie à Gaza depuis 2006. L'auteur décrit la visite de l'émir du Qatar à Gaza en 2012, qui promet 400 millions de dollars pour édifier des logements. À partir de 2018, un avion de Qatar Airways apporte chaque mois 40 millions de dollars à l'aéroport de Tel-Aviv, qui trouvent ensuite le chemin de Gaza grâce aux services secrets israéliens et égyptiens. Tout est bon pour diviser les Palestiniens et éloigner la perspective de la coexistence de deux États, voulue par la communauté internationale.

Troisième erreur. Quoiqu'averti un an à l'avance du plan d'agression du Hamas et faisant trop confiance à la surveillance électronique, le gouvernement a basculé les troupes en Cisjordanie où les colons avaient besoin de cette protection pour étendre leurs occupations illégales et opprimer les populations palestiniennes locales (le nombre de colons est passé de 100 000 à 500 000 en trente ans). On retrouve dans cette erreur stratégique l'influence détestable des deux suprémacistes.

Preuves historiques à l'appui, l'auteur souligne que le conflit actuel s'inscrit dans une perspective multiséculaire, commençant par la razzia lancée par le prophète MAHOMET en l'an 7 de l'Hégire (628) contre les juifs vivant dans l'oasis de Khaïbar, proche de Médine. Il note que le premier missile tiré par le Hezbollah contre Israël en 2006 s'appelait Khaïbar et de même le récent missile balistique de l'Iran. La conclusion implicite de cette guerre de religion sans merci est qu'elle ne cessera jamais sauf par la destruction d'un des deux protagonistes. Plutôt que de l'écrire, Gilles Kepel préfère se lancer dans une grande fresque géopolitique en faisant du conflit de Gaza un avant-poste d'un affrontement planétaire entre « l'Occident » et le « Sud Global ».

Certes, la Russie est de plus en plus présente au Moyen-Orient et en Afrique et déploie ses mercenaires et ses armements pour en chasser les pays européens et les États-Unis. Certes, la Chine courtise ces pays, qui souhaiteraient se développer

sans que les pays dits occidentaux ne leur fassent la morale démocratique et financière, et elle attire leurs matières premières en leur finançant des infrastructures indispensables. Et la diplomatie talentueuse de Pékin, parvenue à réconcilier (temporairement) l'Arabie saoudite et l'Iran, en profite pour leur acheter du pétrole et du gaz à bon compte. Mais il me semble exagéré d'affirmer que Chine et Russie manipulent les « BRICS + » pour les dresser contre un Occident qui ressemble fort au G7 (États-Unis, Allemagne, Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et l'UE). Rappelons que les BRICS regroupent de longue date les pays émergents que sont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Ce club géoéconomique s'est élargi en août 2023 à l'Arabie saoudite, l'Argentine, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Iran.

Faire de cet ensemble disparate une réunion de « régimes illibéraux » opposés frontalement à l'Occident démocratique et capitaliste est pousser le bouchon trop loin. L'Inde, qui jalouse et déteste cordialement la Chine, est certainement une démocratie perfectible mais ses élections, sa justice, sa presse sont plus enviabiles que ses homologues chinoises ou russes. Et le continent indien n'est pas le dernier à inviter les multinationales américaines et européennes à ne pas mettre tous leurs œufs dans le seul panier chinois. En fait, il semble préférable de ranimer le concept de « pays non alignés » qui s'étaient réunis à Bandung en 1965, où l'on pourrait ranger aujourd'hui l'Inde, l'Asie du sud-est, l'Afrique et l'Amérique latine, faisant monter les enchères entre les superpuissances américaine et chinoise. Bref, cher Gilles Kepel, le « Sud global » est une propagande chinoise sans grande consistance.

Comme le grand spécialiste de l'islam s'est réfugié dans la géopolitique planétaire pour ne pas conclure sur le conflit israélo-palestinien, appelons à la rescousse un grand diplomate israélien ! Élie BARNAVI fut ambassadeur en France de 2000 à 2002 et propose une action concrète d'une simplicité biblique dans *Le Monde* daté des 5-6 mai 2024 : reconnaître tout de suite l'existence d'un État palestinien !

Le 18 avril dernier, seuls les États-Unis ont mis leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution recommandant la transformation de la Palestine du statut « d'État observateur non membre » à celui de « membre à part entière de l'Organisation ». Seuls le Royaume-Uni et la Suisse se sont abstenus. Tous les autres membres permanents (dont la France) et non permanents ont voté POUR. Barnavi nous dit que reconnaître l'existence d'un État palestinien au côté de l'État israélien est (citation) la seule façon d'échapper à l'État unitaire, « du fleuve à la mer » façon Hamas ou, ce qui est plus probable, à la sauce messianique juive.

Nous venons de fêter les soixante ans de la reconnaissance de la République populaire de Chine par la France du général de GAULLE en 1964, huit ans avant les Américains. Il est temps de montrer la même audace en reconnaissant l'État que mérite le peuple palestinien assiégé.